

Arrondissement de Melun



Canton de Fontenay-Trésigny
Commune de Grisy-Suisnes

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande de permis de construire déposée le 10/06/2024 Complétée le 12/07/2024	N° PC0772172400009
Par : TMR IMMO INVEST Demeurant à : Chemin Herbu 77170 Brie-Comte-Robert Représenté par : M. DEJESUS FERREIRA Luis Miguel Pour : Création d'un hangar pour stockage de matériel Sur un terrain sis à : 3 RD 19 ZK-0085	Surfaces de plancher autorisées construites : 1000 m² Destination : Entrepôt

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRISY-SUISNES

- VU** la demande de permis de construire susvisée
- VU** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants.
- VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 02/03/2010, modifié le 04/09/2019, révisé le 10/12/2019, modifié le 18/11/2022,
- VU** la demande de pièces complémentaires en date du 20/06/2024,
- VU** la réception des pièces complémentaires en date du 12/07/2024,
- VU** l'avis accord avec prescriptions du service AGENCE ROUTIERE DEPARTEMENTALE en date du 08/07/2024 ;
- VU** l'avis favorable avec prescriptions du service CCBRC en date du 25/06/2024 ;
- VU** l'avis Favorable du service Enedis en date du 25/07/2024 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions émises dans les avis suivants, dont la parfaite prise en compte sera constatée au moment de l'achèvement des travaux.

ARTICLE 2 : Eau/Assainissement :

Le pétitionnaire devra se conformer à l'avis de la CCBRC – service eau et assainissement (avis ci-joint).

Une demande de raccordement devra être effectuée auprès des services de la CCBRC.

Electricité :

Le pétitionnaire devra se conformer à l'avis d'Enedis (avis ci-joint), notamment pour un raccordement étudié pour une puissance n'excédant pas 36kVA monophasé. Aucune contribution financière ne sera due par la commune à Enedis.

Voirie :

Le pétitionnaire devra se conformer à l'avis de l'ARD (avis ci-joint).

Un arrêté d'alignement devra être demandé, préalablement au démarrage du chantier, auprès des services de l'ARD de Melun/Vert-Saint-Denis.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire du présent permis de construire est informé qu'il sera redevable de la taxe pour la création de locaux de bureaux, commerces et entrepôts

ARTICLE 4 : La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 421.2.4 du code de l'urbanisme.

NOTA : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra prendre toutes les dispositions utiles afin que les bordures de trottoir et le trottoir ne soient pas détériorés au cours de l'exécution des travaux. En tout état de cause, si ce trottoir se trouvait endommagé, il serait remis dans son état initial par le pétitionnaire.

NOTA : Avant tout début des travaux de construction, le bénéficiaire de la présente autorisation devra obligatoirement prendre contact avec l'ARD via le formulaire ci-joint, afin de mettre en place un plan de déroulement du chantier.



Grisy-Suisnes, le 26/07/2024

Le Maire, J-M. CHANUSSOT

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par période d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la

prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

